Slowly but gradually, Europe is awakening to a green energy crisis, an economic and political debacle that is entirely self-inflicted. - etc. etc.

http://www.thegwpf.org/benny-peiser-europe-pulls-plug-green-future/

## TRADUCTION FRANÇAISE par Michel GAY

## L'Europe retire la prise de son futur vert.

Benny Peiser,
Directeur de la Fondation Global Warming Policy basée à Londres.

## The Australian 09 août 2013.

(traduction sommaire en français de Michel Gay)

Tandis que les uns après les autres chaque pays abandonne, restreint ou renonce à ses généreuses subventions aux énergies renouvelables, l'Europe commence à se rendre compte que sa stratégie sur les énergies vertes est en train d'échouer. Les rêves verts cèdent la place aux dures réalités économiques. Lentement mais progressivement, l'Europe prend conscience qu'elle fait face à une crise de l'énergie verte et à une débâcle économique et politique qu'elle s'est totalement infligée.

Les médias traditionnels, qui habituellement encouragent les énergies renouvelables avec enthousiasme, commencent à dégriser. De plus en plus de fissures commencent à apparaître. De nombreux journaux reviennent à leur rôle de quatrième pouvoir en exposant les pièges du pari de l'Europe sur l'énergie verte et ouvrent leurs pages à des analyses approfondies et aux débats. Aujourd'hui, les médias européens sont remplis de nouvelles et de commentaires sur les problèmes d'une stratégie mal conçue qui est, de plus en plus, fragile et source de discorde.

Une étude menée par British relations publiques conseil CCGroup a analysé 138 articles sur les énergies renouvelables publiés en Juillet l'année dernière dans les cinq plus grands journaux britanniques nationaux: The Sun, The Times, The Daily Telegraph, Daily Mail et le Daily Mirror, dont l'édition quotidienne combinée est d'environ 6,5 millions d'exemplaires. "L'analyse a révélé un certain nombre de tendances sur les nouvelles énergies renouvelables», selon l'étude. «Tout d'abord, la confiance des médias envers l'industrie des énergies renouvelables est faible. Plus de 51 pour cent des 138 articles analysés étaient négatifs ou très négatifs envers cette industrie. "Plus de 80 pour cent des articles sont parus dans les titres grand format tels que The Times, le Daily Telegraph et le Daily Mail, indique le rapport, "mais 55 pour cent de ces articles étaient soit négatifs ou très négatifs sur cette industrie".

Les États membres de l'UE ont dépensé environ 600 Mds€ sur des projets d'énergie renouvelable depuis 2005, selon Bloomberg New Energy Finance. La transition vers l'énergie verte de l'Allemagne à elle seule pourrait coûter aux consommateurs jusqu'à 1000 milliards d'euros (1000 Mds€) en 2030, a récemment averti le gouvernement allemand.

Ces centaines de milliards sont payés par les familles ordinaires et les petites et moyennes entreprises dans ce qui est sans doute l'un des plus gros transferts de richesse des pauvres vers les riches dans l'histoire récente de l'Europe. La hausse des factures d'énergie freinent les dépenses des consommateurs, un développement toxique pour un continent aux prises avec une crise économique et financière grave.

L'association allemande de consommateurs d'énergie estime que jusqu'à 800.000 Allemands ont eu l'électricité coupée parce qu'ils ne pouvaient pas payer la hausse des factures d'électricité du pays. Parmi eux, le journal allemand Der Spiegel, en Octobre dernier, a recensé 200.000 chômeurs de longue durée.

Comme le rédacteur Charles Lane du Washington Post l'observait à l'époque: «C'est une chose de perdre son emploi parce qu'une entreprise concurrente a construit un meilleur matériel, c'en est une autre, injuste, de le perdre parce qu'un concurrent a mis le gouvernement de son côté. "

Il y a deux semaines, le gouvernement tchèque a décidé de mettre fin à toutes les subventions pour les nouveaux projets d'énergie renouvelable à la fin de cette année. "La raison de cette modification de la loi est la charge financière croissante pour les consommateurs d'électricité", a déclaré le Premier ministre Jiri Rusnok. "Elle menace la compétitivité de notre industrie et conduit à une incertitude des consommateurs sur les prix de l'alimentation."

Ces dernières années, presque tous les États membres de l'UE ont également entamé le processus de reculade et la réduction des subventions vertes.

L'Espagne est un conte particulièrement édifiant. En omettant de contrôler le coût des subventions garanties, le pays doit faire face à 126 Md€ d'obligations envers les investisseurs des énergies renouvelables.

Maintenant que le gouvernement espagnol a considérablement réduit ces subventions, même rétrospectivement, et plus de 50.000 entrepreneurs solaires font face à un désastre financier et à la faillite. Toutefois, l'Allemagne est le pays qui a poussé le plus loin les énergies renouvelables et qui se bat le plus avec les dégâts involontaires de la transition énergétique vers l'énergie verte, nommée Energiewende.

Les prélèvements pour les énergies renouvelables en l'Allemagne, qui subventionne la production d'énergie verte, est passée de 14 Md€ à 20 Md€ en un an en raison de l'expansion à marche forcée des projets éoliens et solaires. Depuis l'introduction de la taxe en 2000, la facture d'électricité des consommateurs allemands a doublé. Les ménages allemands vont payer une surtaxe sur les énergies renouvelables de 7,2 milliards € pour cette seule année.

En outre, les consommateurs seront affectés par les coûts indirects parce que l'industrie et le commerce incluent leurs coûts énergétiques en hausse dans le prix des produits. Et parce que les subventions à l'énergie verte sont garantis pendant 20 ans, les coûts risquent d'augmenter beaucoup plus que la prévision des modèles. La précarité énergétique est en hausse et les politiques d'énergies renouvelables doivent faire face à une réaction du public de plus en plus contraire. Qui plus est, les gouvernements sont de plus en plus préoccupés par la menace sur la base industrielle de l'Europe.

L'Allemagne a l'électricité plus chère d'Europe, avec un prix moyen de 26,8 centimes d'euro par kilowattheure. Pas étonnant que la chancelière Angela Merkel a averti que l'expansion rapide des programmes d'énergie verte affaiblit l'avantage compétitif de l'Allemagne dans l'économie mondiale.

L'UE est aussi tranquillement en train de reculer sur les énergies renouvelable, dont les dirigeants reconnaissent aujourd'hui qu'elles ont augmenté les prix de l'énergie à travers le continent.

Lors de leur sommet à Bruxelles en mai, les dirigeants ont indiqué qu'ils avaient l'intention de donner la priorité à la question de l'énergie abordable sur la réduction des gaz à effet de serre. Le sommet de l'UE a indiqué à l'Europe qu'elle avait l'intention de restaurer sa compétitivité en déclin en soutenant le développement des énergie pas chères, y compris le gaz de schiste, tout en réduisant les subventions à l'énergie verte.

Toutefois, les ministres européens de l'Environnement sont alarmés à cette perspective de marche arrière. Ils veulent empêcher le développement des gaz de schiste de l'UE en cherchant à introduire des barrières environnementales à l'échelle européenne.

Jusqu'à récemment, l'Europe s'était positionnée comme le leader mondial dans la protection du climat et les énergies renouvelables, l'Allemagne en tête avec des objectifs ambitieux et des subventions généreuses qui ont stimulé l'énergie solaire et l'énergie éolienne.

Plus de la moitié des panneaux solaires dans le monde sont installés en Allemagne. Le 6 Juin, la production d'énergie solaire de l'Allemagne a touché un nouveau record de 23,4 gigawatts, soit près de 40 pour cent de la totalité de la demande de pointe en électricité du pays. Mais pour comprendre que ce record est tout à fait dénué de sens, il faut considérer une période de l'hiver dernier. Pendant plusieurs semaines en Décembre et Janvier, 1,1 million de systèmes d'énergie solaire de l'Allemagne n'ont presque pas produit d'électricité. Pendant une grande partie de ces mois d'hiver couverts de nuages, les panneaux

solaires ont quasiment cessé de produire de l'électricité. Pour éviter les pannes, les opérateurs du réseau ont dû importer de l'énergie nucléaire de France et de la République tchèque et ils ont dû remettre en route une vieille centrale électrique au fuel en Autriche.

Les subventions très généreuses garantissent aux investisseurs presque 10 pour cent de rendement annuel pendant 20 ans. Étant donné une telle offre sans précédent, il n'est pas surprenant que plus d'un million de familles ont déjà installé des panneaux solaires. Ce boom solaire, cependant, a lié le pays qui est dans l'obligation de verser plus de 130 Mds€ de subventions, conduisant à une hausse continue des prix de l'énergie.

Comme les propriétaires riches et les entreprises propriétaires installent des panneaux solaires sur leurs maisons et les bâtiments commerciaux, les familles à faible revenu, vivant dans des appartements loués, n'ont plus qu'à payer la flambée des factures d'électricité. Beaucoup ne peuvent plus se permettre de payer, de sorte que les services publics leurs coupe le courant.

Pour arrêter le boom solaire, le gouvernement a réduit les tarifs de rachat pour les panneaux photovoltaïques dans les dernières années. Depuis 2010, cependant, plus de 5000 entreprises impliquées dans le secteur solaire ont fermé leurs portes, détruisant des dizaines de milliers d'emplois verts.

Les plus grandes entreprises allemandes, telles que Siemens et Bosch, abandonnent cette industrie aussi. Leurs stratégies d'énergies renouvelables ont entraîné des débâcles coûteuses. Siemens, la plus grande société d'ingénierie de l'Europe, a annoncé en Juin qu'il allait fermer la totalité de sa division solaire, avec une perte d'environ 1 Md€. Le mois dernier, le conseil d'administration de Siemens a limogé son PDG, Peter Löscher. Son naufrage spectaculaire est à replacer dans le contexte d'un catalogue d'investissements désastreux qu'il a mené dans le secteur de l'énergie verte.

Pour Bosch, un autre géant allemand, son positionnement dans le solaire a aussi abouti à un désastre qui a coûté environ 2,4 Md€, encore plus que Siemens.

Au cours de la dernière année, la vague de faillites dans l'énergie solaire a dévasté l'ensemble de l'industrie, tandis que les investisseurs solaires ont perdu près de 25 Md€ sur le marché boursier.

Maintenant, l'Allemagne prévoit de supprimer progressivement totalement les subventions, et son industrie solaire est susceptible de disparaître d'ici la fin de la décennie.

La plupart des observateurs étaient convaincus il y a deux ans que l'écart dans le domaine de l'énergie causé par la décision de l'Allemagne de sortir du nucléaire serait compensé par le vent et l'énergie solaire. Presque personne ne s'est rendu compte que le boom extraordinaire dans la construction des énergies renouvelables pourrait engendrer un boom du charbon aussi.

En fait, les émissions allemandes de CO2 ont augmenté pendant deux années consécutives tandis que le charbon connaît une renaissance. Mais les émissions de CO2 dans l'UE dans son ensemble sont susceptibles d'augmenter en raison de l'augmentation de la combustion du charbon dans les centrales électriques. La révélation a embarrassé le gouvernement allemand et le public ébahi, qui ne comprennent pas comment une nation qui a soutenu les énergies renouvelables plus que tout autre pays constate sur son sol la construction de 20 centrales électriques au charbon.

Dans une grande partie de l'Europe, le charbon est devenu beaucoup moins cher que le gaz naturel pour les producteurs d'électricité. La raison en est l'effondrement du système d'échange d'émissions de l'UE et la baisse des prix du carbone, ce qui rend les centrales à charbon plus économiques que les centrales au gaz.

Jusqu'ici le système d'échange d'émissions de l'Europe a coûté aux consommateurs plus de 300 Mds€. Des quantités massives d'investissements verts prévus à l'origine sur le dos d'un prix élevé du carbone ont été mis en veilleuse et ne sont plus réalisables.

Il ne fait guère de doute que la politique climatique phare de l'Europe s'est transformée en un échec total.

Dans une évaluation réaliste de l'évolution politique de l'Europe, l'Agence internationale de l'énergie a récemment noté que «le changement climatique est franchement passé au second plan des priorités politiques".

De toutes les conséquences involontaires de la "Energiewende" en Allemagne, la plus extraordinaire est peut-être l'effet néfaste du vent et des systèmes solaires sur le prix de l'électricité produite par le gaz

naturel. Près de 20 pour cent des centrales à gaz en Allemagne sont devenus non rentables et doivent être fermées tandis que les énergies renouvelables inondent le réseau avec de l'électricité "préférentielle" (dont l'achat à prix élevé a été rendu obligatoire par la loi). Pour éviter les pannes d'électricité, le gouvernement a dû subventionner le gaz non rentable et les centrales à charbon afin qu'ils puissent être utilisés en soutien lorsque le soleil ne brille pas, que le vent ne souffle pas et que les énergies renouvelables ne parviennent pas à générer suffisamment d'électricité.

Le désordre oblige les producteurs a examiner des solutions encore plus radicales. E.ON, la plus grande société énergétique de l'Allemagne, envisage de démanteler certaines de ses centrales à gaz en Europe, mises en veilleuse parce qu'elles ne sont plus rentables, pour les relocaliser à l'extérieur de l'UE.

Ces considérations burlesques deviennent symptomatiques des conséquences imprévues causées par l'expansion rapide des énergies renouvelables.

Les constructeurs européens sont en train de perdre rapidement du terrain sur la concurrence internationale. Au lieu de mettre de l'argent dans l'énergie chère de l'UE, les investisseurs versent de l'argent aux États-Unis, où les prix de l'énergie ont chuté d'un tiers par rapport à l'UE, grâce à la révolution du gaz de schiste.

L'hypothèse naïve des décideurs croyant que les principaux concurrents de l'Europe suivraient la transition des combustibles fossiles bon marché vers l'énergie verte coûteuse ne s'est pas matérialisée.

Le Washington Post a récemment mis en garde : " L'Europe est devenu un cas désespéré d'énergie verte. Au lieu d'un modèle pour le monde à imiter, l'Europe est devenue un modèle de ce qu'il ne faut pas faire. "

La stratégie de l'Europe a été fondée sur deux craintes : premièrement, que le réchauffement climatique était une menace urgente qui devait être empêchée rapidement et à tout prix, et, deuxièmement, que le monde était à court de combustibles fossiles, ce qui signifiait que le pétrole et le gaz deviendraient de plus en plus coûteux.

Les deux conjectures, cependant, se sont avérées fausses.

Le résultat d'un pari basé sur la peur de l'avenir industriel du continent est un désastre coûteux qui menace de saper la situation économique et politique de l'Europe dans un monde qui manifestement refuse de suivre son exemple.

La stratégie de l'énergie verte de l'Allemagne est susceptible de changer de manière significative après les élections fédérales du 22 Septembre; Si elle gagne, A. Merkel a promis aux électeurs de réduire considérablement la charge de 20 Mds€ qu'ils doivent payer chaque année aux investisseurs dans les énergies renouvelables.

Les Australiens seraient bien avisés de regarder de très près cette épave de train vert s'ils veulent éviter une répétition du fiasco qui se déroule en Europe.

Benny Peiser est directeur de la Fondation Global Warming Policy basé à Londres. The Australian, 10 Août 2013

Merci à I.V. pour cet envoi ...